|  |
| --- |
| **Etablissement français du sang – Ile-de-France**  Z.A. LEAPARK – Bâtiment B – 122-130, rue Marcel Hartmann – 94200 Ivry-sur-Seine  **ORGANISATION D’UNE PRESTATION EVENEMENTIELLE A DESTINATION DU PERSONNEL**    **Procédure adaptée** Articles L2123-1, 1°, R2123-1, 1°, et R2123-4 à R2123-7 du code de la commande publique    **Acte d’engagement valant cahier des CLAUSES PARTICULIERES (AE-CCP)** |

**Référence de la consultation : 2025EFSIDFR902**

**Marché n° :**

**SOMMAIRE**

[PARTIE 1 – DEFINITIONS 4](#_Toc201651935)

[PARTIE 2 – PREAMBULE – PRESENTATION DE L’EFS 5](#_Toc201651936)

[2.1. Les missions principales de l’EFS 5](#_Toc201651937)

[2.2. Les autres missions de l’EFS 6](#_Toc201651938)

[2.3. L’organisation de l’EFS 6](#_Toc201651939)

[PARTIE 3 – DISPOSITIONS TECHNIQUES 8](#_Toc201651940)

[PARTIE 1 - 8](#_Toc201651941)

[PARTIE 2 - 8](#_Toc201651942)

[PARTIE 3 - 8](#_Toc201651943)

[3.1. Objet 8](#_Toc201651944)

[3.2. Contexte et enjeux 8](#_Toc201651945)

[3.3. Date et durée de l’événement 8](#_Toc201651946)

[3.4. Localisation 9](#_Toc201651947)

[3.5. Description du contenu attendu pour l’évènement 9](#_Toc201651948)

[3.6. Suivi des Prestations 12](#_Toc201651949)

[3.7. Politique qualité de l’EFS-IDF 12](#_Toc201651950)

[3.8. Délais applicables 12](#_Toc201651951)

[PARTIE 4 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES 13](#_Toc201651952)

[4.1. Objet 13](#_Toc201651953)

[4.2. Procédure de passation 13](#_Toc201651954)

[4.3. Allotissement 13](#_Toc201651955)

[4.4. Forme 13](#_Toc201651956)

[4.5. Durée 13](#_Toc201651957)

[4.6. Langue d’exécution 14](#_Toc201651958)

[4.7. Respect des principes de la République 14](#_Toc201651959)

[4.8. Pièces constitutives 15](#_Toc201651960)

[4.9. Exécution 15](#_Toc201651961)

[4.10. Pénalités 16](#_Toc201651962)

[4.11. Sous-traitance 19](#_Toc201651963)

[4.12. Modifications 19](#_Toc201651964)

[4.13. Défaillance du Titulaire 21](#_Toc201651965)

[4.14. Règlement financier 21](#_Toc201651966)

[4.15. Confidentialité 24](#_Toc201651967)

[4.16. Responsabilité – Assurances 25](#_Toc201651968)

[4.17. Résiliation (articles L2195-1 et suivants du code de la commande publique) 25](#_Toc201651969)

[4.18. Exécution aux frais et risques 26](#_Toc201651970)

[4.19. Litiges 26](#_Toc201651971)

[4.20. Obligations du Titulaire au regard de sa situation fiscale et sociale 26](#_Toc201651972)

[PARTIE 5 - ACTE D’ENGAGEMENT *(PARTIE A COMPLETER PAR LE SOUMISSIONNAIRE)* 28](#_Toc201651973)

[5.1. Cet acte d'engagement correspond : 28](#_Toc201651974)

[5.2. Engagement du soumissionnaire ou du groupement d’opérateurs économiques 28](#_Toc201651975)

[5.3. Indication des contacts et signature du Marché par le soumissionnaire, candidat individuel, ou, en cas de groupement d’opérateurs économiques, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement, et indication des contacts 30](#_Toc201651976)

[5.4. Identification du pouvoir adjudicateur 32](#_Toc201651977)

[PARTIE 6 - DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR *(PARTIE A COMPLETER PAR L’EFS)* 34](#_Toc201651978)

# PARTIE 1 – DEFINITIONS

**« AE-CCP »** : le présent acte d’engagement valant cahier des clauses particulières

**« Bons de commande »** : les commandes passées sur le fondement de l’Accord-cadre

**« BPU »** : le bordereau de prix unitaires

**« CCAG-FCS »** : le [cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341), dans sa version approuvée par arrêté du 30 mars 2021

**« DCE »** : le dossier de consultation des entreprises

**« DPGF »** : la décomposition du prix global et forfaitaire

**« e-Attestations »** : la plateforme e-Attestations, plateforme de dématérialisation utilisée par l’EFS pour vérifier la conformité de la situation réglementaire de ses fournisseurs, pour lesquels l’utilisation de la plateforme est gratuite et disponible à l’adresse <https://www2.e-attestations.com/>

**« EFS »** : l’Etablissement français du sang, établissement public de l’Etat placé sous la tutelle du ministre chargé de la santé et constitué de treize établissements de transfusion sanguine (ETS) locaux, dont dix en métropole et trois en outre-mer

**« EFS-IDF »** : l’ETS d’Ile-de-France

**« ETS »** : établissement de transfusion sanguine, établissement local de l’EFS ne disposant pas de la personnalité juridique, dont les besoins sont coordonnés par le siège de l’EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l’EFS

« **Marché (ou Accord-cadre) »** : le présent marché public, traité en partie sous la forme d’un marché à prix global et forfaitaire et traité en partie sous la forme d’un accord-cadre sur la base duquel sont émis des bons de commande, constitué des pièces contractuelles énumérées à l’AE-CCP

**« NCR »** : une non-conformité régionale, laquelle est adressée au Titulaire en cas de manquement à ses obligations contractuelles

**« Prestations »** : les prestations (services) objets du Marché définies aux clauses techniques particulières de l’AE-CCP

**« PSE facultative ou PSEF »** : prestation supplémentaire éventuelle facultative pouvant être réalisée par le Titulaire s’il la propose et la chiffre dans son offre (prestation non obligatoire) et si l’EFS-IDF décide de la lever lors de l’attribution du Marché. La PSEF est notamment identifiée à l’onglet « PSE » de l’annexe financière.

**« PSL »** : les produits sanguins labiles

**« RGPD »** : le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

**« Sous-traitant »** : une personne physique ou morale exécutant certaines parties du Marché autorisées à être sous-traitées, ayant été acceptée et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement par l’EFS-IDF

**« Titulaire »** : le soumissionnaire auquel l’EFS-IDF a notifié le Marché

# PARTIE 2 – PREAMBULE – PRESENTATION DE L’EFS

Sous tutelle du ministère des affaires sociales et de la santé, l’EFS est un établissement public de l’Etat créé le 1er janvier 2000. Opérateur civil unique de la transfusion sanguine en France, l’EFS veille à la satisfaction des besoins en matière de produits sanguins labiles dans le respect des principes éthiques du don de sang. L’EFS est chargé de promouvoir le don du sang, les conditions de sa bonne utilisation et de veiller au strict respect des principes éthiques par l'ensemble de la chaîne transfusionnelle : un don de sang volontaire, bénévole et anonyme et en l'absence de profit.

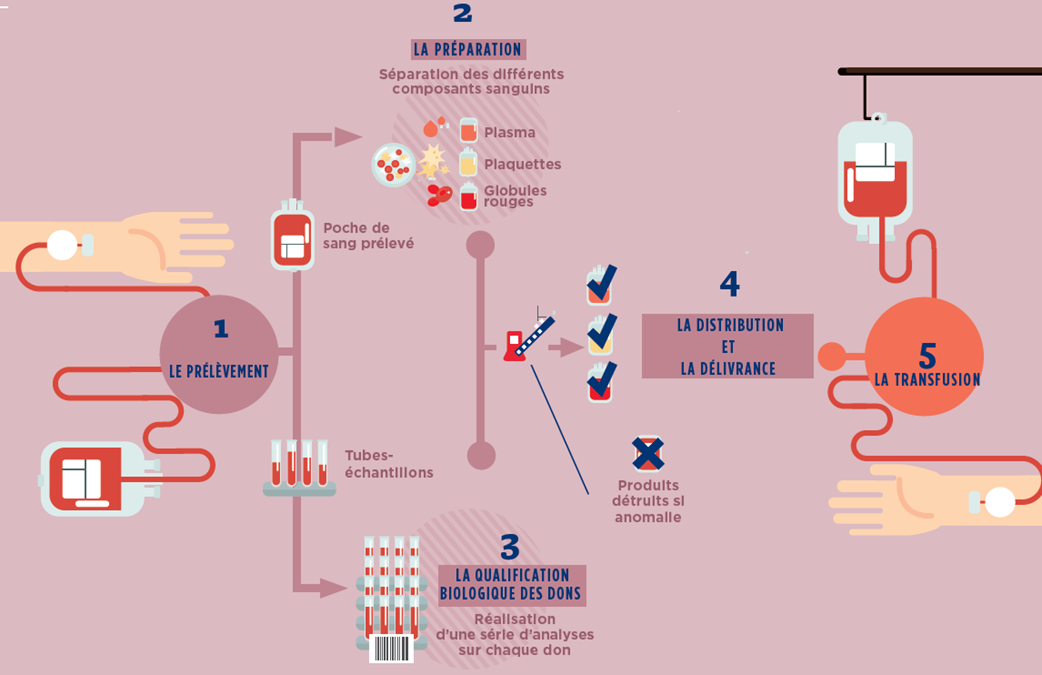
L’EFS participe à soigner 1 million de patients chaque année en approvisionnant 1 500 établissements de santé publics et privés en PSL issus de ces dons de sang éthiques.

Afin d’assurer une qualité optimale des produits sanguins préparés, l’EFS adapte en permanence l’activité de transfusion sanguine aux évolutions médicales, scientifiques et technologiques. Il veille au respect des bonnes pratiques transfusionnelles et au développement de la qualité pour tous les processus transfusionnels, de manière à assurer une qualité homogène sur l’ensemble du territoire.

L’EFS assure la gestion du service public transfusionnel et ses activités annexes.

## 2.1. Les missions principales de l’EFS

Afin de mener à bien sa mission de service public, l’EFS bénéficie d’un monopole pour les activités de collecte du sang, de qualification biologique du don, de préparation, et de distribution des produits sanguins labiles aux établissements de soins privés et publics. Il organise ces activités ainsi que l’activité de délivrance et effectue le contrôle de qualité des produits sanguins.



*Parcours d’une poche de sang (ci-dessus)*

### 2.1.1. Le prélèvement

Le prélèvement est assuré dans 127 sites fixes de prélèvement en France ainsi que dans le cadre de 40 000 collectes mobiles organisées chaque année. L'EFS collecte soit du sang total soit certains composants du sang (plasma, plaquettes).

### 2.1.2. La préparation

La poche prélevée est dirigée vers un plateau de préparation. Le sang est séparé en ses différents composants par la centrifugation, puis déleucocyté (filtration des globules blancs véhiculant les virus et certaines bactéries). L'EFS compte 17 plateaux de préparation.

### 2.1.3. Le contrôle qualité

Le contrôle qualité permet de vérifier la conformité des produits préparés par rapport à des références de caractéristiques réglementaires ou des spécifications préétablies.

### 2.1.4. La qualification des dons

Au moment du prélèvement, des tubes sont également recueillis pour effectuer des tests immunologiques et sérologiques. La qualification permet de rechercher la présence des marqueurs viraux et de détecter toute anomalie du sang ou de ses composants. L'EFS compte 4 plateaux de qualification.

### 2.1.5. La distribution et la délivrance

Après vérification de l'absence d'anomalies sur le don ou de réactions positives aux tests de dépistage, les produits sanguins sont distribués aux établissements de santé et attribués au patient sur prescription médicale nominative. La durée de vie des produits est variable : 5 jours pour les plaquettes, 42 pour les concentrés de globules rouges, plusieurs mois pour le plasma congelé.

## 2.2. Les autres missions de l’EFS

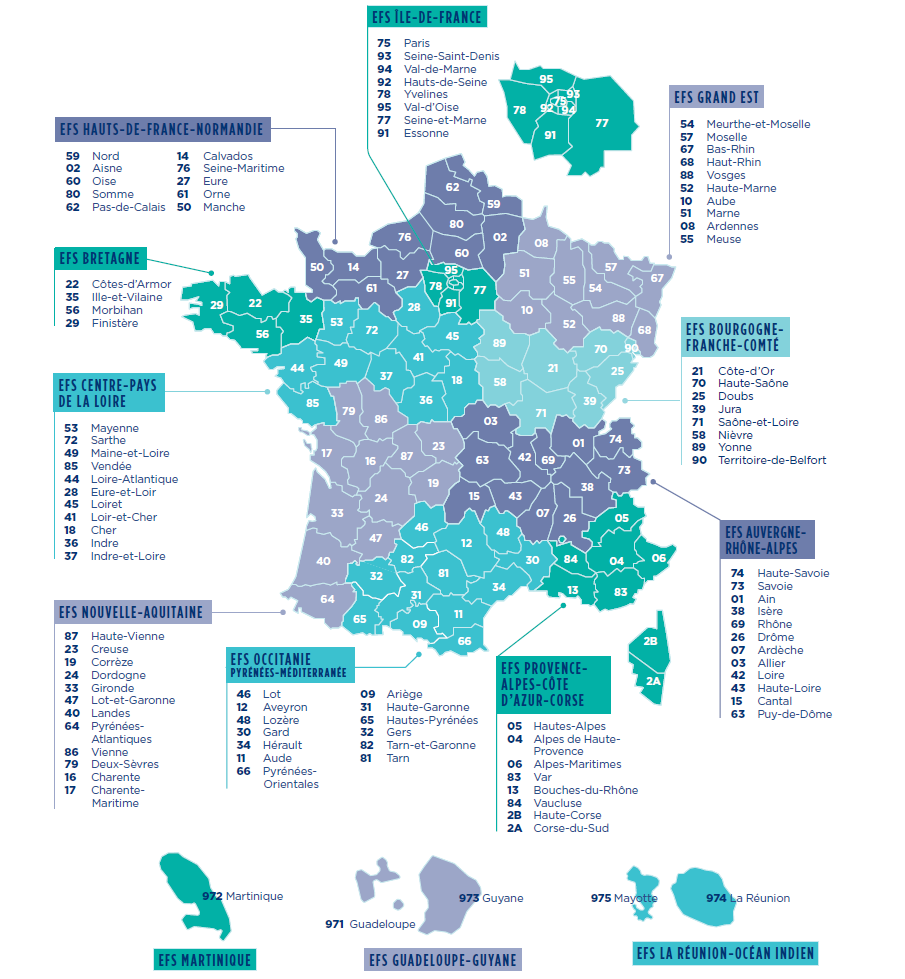
L'EFS a vocation à développer toute activité liée à la transfusion sanguine. Il peut à ce titre être autorisé à fabriquer, importer et exploiter des médicaments dérivés du sang.

L’EFS peut, en outre, à titre accessoire, être autorisé à exercer d'autres activités de santé dont des activités de soins et de laboratoire de biologie médicale. A ce titre l’EFS effectue des examens d'immunohématologie « receveur » afin de vérifier la compatibilité entre les caractéristiques du receveur et celles du produit qui lui est destiné.

L’EFS assure également l’approvisionnement en plasma du Laboratoire français de fractionnement et des biotechnologies (LFB) en vue de la fabrication de produits stables. A côté de ces activités de transfusion sanguine, l’EFS s’implique également dans d’autres activités comme l’ingénierie cellulaire, la biologie médicale, la banque de tissus...

## 2.3. L’organisation de l’EFS

L’EFS est composé de 13 ETS, sans personnalité morale, répartis sur l’ensemble du territoire français.



Le Marché est passé pour les besoins de l’EFS-IDF.

# PARTIE 3 – DISPOSITIONS TECHNIQUES



## Objet

Le Marché a pour objet l’organisation d’une prestation événementielle à destination du personnel de l’EFS-IDF.

Les Prestations attendues dans le cadre du Marché sont décrites dans les paragraphes suivants des dispositions techniques.

## Contexte et enjeux

En invitant, chaque année, l’ensemble de ses collaborateurs à la traditionnelle *« Rencontre des équipes francilienne »* la Direction de l’EFS-IDF souhaite contribuer à renforcer les liens entre des équipes très dispersées sur l’ensemble du territoire francilien (plus de 30 sites en Île-de-France) et ainsi favoriser le décloisonnement des services et des sites. L’objectif est de créer ou resserrer les liens entre les collaborateurs, leur permettre également d’identifier visuellement des personnes avec lesquelles ils n’échangent que par mail ou par téléphone. Cette année, le moment de cohésion sera particulièrement fort parce que l’EFS fête ses 25 ans.

L’objectif est de proposer une soirée pour l’ensemble des collaborateurs, avec une base moyenne de 500 participants. La capacité d’accueil du lieu proposé doit correspondre à cette base moyenne. En tout état de cause, la capacité d’accueil maximale du lieu proposé ne peut excéder 600 personnes.

## Date et durée de l’événement

L’événement se déroule sur l’une de ces dates, au choix du Titulaire :

* Le jeudi 4 décembre 2025 ;
* Le mercredi 10 décembre 2025 ;
* Le jeudi 11 décembre 2025 ;
* Le mardi 16 décembre 2025 ;
* Le mercredi 17 décembre 2025 ;
* Le jeudi 18 décembre 2025.

En fonction des dates listées ci-avant, le Titulaire a fixé dans sa proposition technique la date à laquelle l’évènement doit se tenir. Le Titulaire s’engage à organiser l’évènement à cette date.

L’événement commence à 19h30 et prend fin à 2h00 du matin.

En cas d’annulation par le Titulaire, ce dernier reprogramme l’événement au plus tard le 18 décembre 2025. La date doit être validée par l’EFS-IDF. Dans le cas d’une annulation du fait du Titulaire, celui-ci peut se voir appliquer des pénalités, conformément à l’article 4.10.3 de l’AE-CCP.

En cas d’annulation par le Titulaire sans possibilité de reprogrammer l’événement avant la date butoir précitée, que l’impossibilité de cette reprogrammation soit due au Titulaire ou à l’EFS-IDF, les pénalités indiquées à l’article 4.10.4 de l’AE-CCP peuvent être appliquées.

## Localisation

Pour des raisons pratiques et d’accessibilité, le lieu de l’événement doit se situer dans Paris ou en commune limitrophe de Paris, avec un accès au métro obligatoire à 10 minutes à pied maximum. Sans que ce soit obligatoire, il est également souhaité un parking situé à 10 minutes à pied maximum pour les collaborateurs, de préférence gratuit ou avec une contremarque à tarif réduit.

Le Titulaire aura défini dans sa proposition technique le lieu de l’évènement et décrit ses caractéristiques.

## Description du contenu attendu pour l’évènement

Il est souhaité un lieu chaleureux qui favorise les échanges entre les collaborateurs. Une circulation fluide est demandée.

Le lieu doit proposer un accès aux personnes à mobilité réduite.

Sans être obligatoire, un lieu avec un espace extérieur est souhaité.

A toutes fins utiles, les lieux des éditions précédentes étaient les suivants :

* 2017 : Le Duplex
* 2018 : Le Duplex
* 2019 : La Palmeraie
* 2020 : Le Carré Montparnasse
* 2024 : La Marbrerie

### Déroulement des arrivées

* Emargement des participants : le Titulaire propose dans son offre au minimum 2 hôtes/hôtesses pour aider le département communication de l’EFS-IDF à réaliser l’accueil et l’émargement des participants ;
* Le nombre prévisionnel de participants est transmis au Titulaire au plus tard 7 jours calendaires avant l’événement.

### Equipements et personnels dédiés à l’évènement

Dans le cadre de l’exécution des Prestations, le Titulaire s’engage à mettre à la disposition de l’EFS-IDF les équipements et personnels listés ci-après :

* Un espace pour le discours / prise de parole du Directeur de l’EFS-IDF pouvant contenir l’ensemble des participants debout pendant un temps court (30 minutes) ;
* Écrans géants pour diffuser des vidéos (nombre et implantations optimales pour une visibilité parfaite par tous) ;
* Un rétroprojecteur ;
* Des micros ;
* Une estrade / pupitre pour le message de bienvenue ;
* Un vestiaire ;
* Des hôtes/hôtesses *(pour le vestiaire)*;
* Au minimum 2 hôtes/hôtesses *(pour* *l’émargement d’accueil)*;
* Des agents de sécurité ;
* Un espace pour la soirée dansante ;
* Un disc-jockey (DJ) ;
* Borne photo personnalisée : la présence d’une cabine photographique installée avec un tirage illimité est demandée ; des accessoires de déguisement et/ou un fond pour la cabine photographique sont également demandés ;
* Des possibilités de places assises en nombre limité (chaises, tables, etc.) et de mange-debout pour le repas et les personnes qui ne souhaitent pas participer à la soirée dansante ;
* Un éclairage adapté aux différents moments de la soirée ;
* Des serveurs/serveuses pour les passages plateau ;
* Des sanitaires en nombre adapté ;
* Un nettoyage régulier des sanitaires pendant la soirée ;
* Du gel hydroalcoolique pour les participants.

### Restauration – Organisation et mets

L’organisation et les mets attendus sur la partie restauration sont les suivants :

* Pièces apéritives à partir de 20 heures (prévoir du passage plateau) :
  + Service de vin pétillant (1 bouteille pour 5 personnes) et/ou de cocktails à base de vin pétillant,
  + Ouverture du bar pour les boissons non-alcoolisées (« softs ») et/ou les cocktails non-alcoolisés ;
* Buffet dinatoire (à privilégier sur le cocktail dinatoire pour s’assurer de la satiété de chaque collaborateur ; pas de dîner assis) ;
* Propositions adaptées à tous les types de régimes alimentaires (sans porc, sans gluten, végétarien, etc.) ;
* Plats chauds ;
* Répartir les points buffets et boissons à différents endroits pour éviter le phénomène d’engorgement ;
* Prévoir un espace pour la distribution de boissons, ouvert durant le buffet et ensuite durant la soirée dansante :
* Après le verre de vin pétillant ou le cocktail proposé à l’apéritif, les boissons alcoolisées (vin blanc et rouge et vin pétillant uniquement) seront servies durant le buffet et au plus tard jusqu’à minuit ; prévoir une bouteille pour 3 personnes (pas de champagne ni d’alcool fort) ;
* Les boissons non alcoolisées sont disponibles toute la soirée ;
* Les boissons chaudes (thé, café) sont proposées à l’issue du buffet ;
* Desserts (mignardises et fruits frais possibles) ;
* Souhait d’une vaisselle écoresponsable ;
* Souhait d’une solution anti-gaspillage alimentaire.

Un test traiteur est effectué préalablement à la soirée avec le Titulaire pour confirmer le contenu du buffet et l’adapter si besoin. Le souhait est de privilégier des mets simples en quantité suffisante, plutôt que des mets d’exception en petite quantité.

Le test comprend une dégustation des mets et des vins qui sont proposés.

Si la date de notification du Marché permet ce délai, le test est réalisé entre un mois et trois semaines avant la soirée. Les modalités sont définies avec le Titulaire suite à la notification du Marché.

### Prestations supplémentaires éventuelles facultatives (PSEF)

En plus des animations comprises dans l’offre de base décrite ci-dessus, le Titulaire peut proposer une ou des PSEF au cours de la soirée, soit durant un temps dédié soit tout au long de la soirée.

#### 3.5.4.1 Animations culinaires

Le Titulaire peut proposer une ou des animation(s) culinaire(s) pour renforcer l’expérience traiteur.

Exemples d’animation culinaire :

* Stands ;
* Show culinaire ;
* Ateliers thématiques ;
* Etc.

#### 3.5.4.2 Animations autres que culinaires

Le Titulaire peut proposer une ou des animation(s) autre(s) que culinaire(s) pendant un temps dédié. L’animation peut se dérouler par exemple entre 21h30 et 22h45, soit entre la fin du buffet salé (et donc pendant le dessert) et la soirée dansante.

Toute autre proposition de moment est étudiée lors de la réunion de lancement.

Exemples d’animations (autres que culinaires) :

* Karaoké ;
* Magicien ;
* Tables de casino ;
* Blind test musical, cinéma ou publicité… (avec animateur) ;
* Quiz sur l’EFS (en collaboration avec l’EFS) ;
* Icebreaker ;
* Etc.

#### 3.5.4.3 Thèmes de l’évènement

Le Titulaire peut proposer un ou des thème(s) pour l’évènement. Le cas échéant, le Titulaire doit décorer a minima le lieu pour rappeler le thème choisi.

Exemples de thèmes :

* Joyeux anniversaire pour les 25 ans de l’EFS ;
* Plage ;
* Rétro ;
* Dress code ;
* Etc.

#### 3.5.4.4 Accessoires de soirée

Le Titulaire peut proposer un ou plusieurs accessoire(s) de soirée pouvant ou non être en cohérence avec le(s) thème(s), à distribuer à l’arrivée des collaborateurs de l’EFS-IDF et permettant de se mettre dans une ambiance de fête.

Exemples d’accessoires de soirée :

* Chapeau ;
* Bracelet de couleur ;
* Boa ;
* Cadeau souvenir / goodies ;
* Etc.

Si le Titulaire a proposé dans son offre cette ou ces PSEF décrites ci-dessus, l’EFS-IDF lui indique son choix de la/les retenir ou non lors de l’attribution du Marché. La ou les PSEF retenue(s) est/sont ensuite commandée(s) ou non auprès du Titulaire durant l’exécution du Marché.

## Suivi des Prestations

Le Titulaire désigne, au sein de son personnel permanent, un cadre référent qui est l’interlocuteur dédié à l’EFS-IDF et qui fait le lien entre les différents intervenants (salle, traiteur, équipe technique, DJ, etc.).

## Politique qualité de l’EFS-IDF

Dans le souci d’une amélioration constante des performances des sites transfusionnels de l’EFS-IDF, il est mis en place un système d’évaluation et de suivi des Prestations basé sur l’analyse d’indicateurs de qualité. Des informations issues de ce système d’évaluation et de suivi sont régulièrement adressées par l’EFS-IDF au Titulaire.

Toute anomalie constatée (non-respect des délais ou des modes opératoires, défaut de traçabilité, etc.) par l'EFS-IDF peut faire l'objet de la rédaction d'une fiche de déclaration de NCR.

Le Titulaire s’engage à répondre aux fiches qui lui sont transmises dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de leur envoi. Les actions curatives nécessaires à la résolution du problème doivent être planifiées.

Parallèlement, le Titulaire accepte la réalisation d’audits de ses Prestations et s’engage à tenir l’EFS-IDF informé des démarches engagées ou envisagées en matière d’assurance de la qualité et lui faire parvenir les documents s’y rapportant.

## Délais applicables

Les délais mentionnés dans les clauses techniques particulières sont les délais contractuels applicables, hormis dans le cas où le Titulaire s’est engagé dans sa proposition technique à des délais plus favorables à l’EFS-IDF. Dans ce cas, ces derniers sont les délais contractuels applicables.

# DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

## Objet

Le Marché a pour objet l’organisation d’une prestation événementielle à destination du personnel de l’EFS-IDF.

## Procédure de passation

Le Marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L2123-1, 1°, R2123-1, 1°, et R2123-4 à R2123-7 du code de la commande publique.

## Allotissement

La procédure n’est pas allotie.

## Forme

Le Marché est un marché composite prenant en partie la forme d’un marché ordinaire à prix global et forfaitaire et en partie la forme d’un accord-cadre à bons de commande.

### Marché à prix global et forfaitaire

En ce qui concerne l’organisation de la prestation pour 500 personnes, le Marché est traité à prix global et forfaitaire (article R2112-6, 2° du code de la commande publique).

### Accord-cadre à bons de commande

En ce qui concerne l’organisation de la prestation pour des convives supplémentaires au-delà de 500 personnes et les PSE facultatives, le Marché est traité sous la forme d’un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles, exécuté au fur et à mesure de l’émission de Bons de commande et mono-attributaire (articles L2125-1, 1°, R2162-2, alinéa 2 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique).

L’Accord-cadre est conclu sans minimum de commandes en valeur ou en quantité.

L’Accord-cadre est conclu avec un maximum de commandes en valeur.

|  |  |
| --- | --- |
| **Maximum de commandes en valeur sur la durée totale du Marché** | **(65 000 euros HT) – (Montant global et forfaitaire HT)** |

Le Titulaire est engagé à concurrence de la valeur maximale.

## Durée

Le Marché est conclu pour une durée prenant effet à compter de la date de réception de la notification et prenant fin au lendemain de l’organisation des Prestations.

## Langue d’exécution

### Principe

La langue dans laquelle est exécuté le Marché est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S’ils ne sont pas rédigés en français, les documents du Marché sont accompagnés d’une traduction en français.

### Obligations du Titulaire en matière d’interprétariat

En application des dispositions de l’article R4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d’une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d’autre part la bonne exécution des Prestations attendues par le personnel affecté à l’exécution du Marché, le Titulaire peut être tenu, suite à l’information préalable de l’EFS-IDF, de veiller à l’intervention d’un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d’interprétariat se fait aux seuls frais du Titulaire.

### Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d’un interprète, l’EFS-IDF désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs sont comptabilisés comme pénalités au titre de l’article afférent de l’AE-CCP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation pour faute du Marché peut être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

## Respect des principes de la République

En application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le Titulaire doit veiller à ce que ses salariés et l’ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s’abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le Titulaire s’assure également que toute autre personne à qui reviendrait tout ou partie de l’exécution du Marché respecte les mêmes obligations. A ce titre, le Titulaire communique à l’EFS-IDF chaque contrat de sous-traitance qui aurait pour effet de faire participer le sous-traitant à l’exécution du service public.

L’EFS-IDF exerce par tout moyen utile le contrôle du respect par le Titulaire de ces obligations. Si l’EFS-IDF constate qu’un membre du personnel affecté aux Prestations par le Titulaire ou son sous-traitant ne respecte pas les obligations prévues par la loi susvisée, il peut demander au Titulaire le remplacement immédiat de la personne. En cas de manquements constatés par l’EFS-IDF, particulièrement dans le cas où une demande de remplacement de la personne a été effectuée, le Titulaire encourt de plein droit, les pénalités prévues à l’AE-CCP. En cas de manquements répétés avérés, l’EFS-IDF se réserve la possibilité de résilier le Marché aux torts du Titulaire, dans les conditions prévues à l’AE-CCP.

## Pièces constitutives

Par dérogation à l’article 4 du CCAG-FCS, le Marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l’ordre d’importance décroissant suivant :

* L’AE-CCP, son annexe financière, son annexe protection des données personnelles et ses éventuelles annexes issues de la consultation ;
* Le CCAG-FCS ;
* La proposition technique du Titulaire.

Par dérogation à l’article 1.2 du CCAG-FCS, l’AE-CCP ne prévoit pas d’article récapitulant les dérogations au CCAG-FCS.

Hormis le CCAG-FCS, l’exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par l’EFS-IDF, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG-FCS applicable bien qu’il ne soit pas matériellement joint au DCE.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions des pièces contractuelles d’importance supérieure est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la proposition technique puis durant l’exécution du Marché n’est admise. Le Titulaire s’engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du Marché désignées au présent article.

## Exécution

### Développement durable

#### Obligations environnementales

Le Titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des fournitures proposées dans le cadre de la prestation de service. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l’EFS-IDF, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le Titulaire privilégie le transport groupé des fournitures proposées dans le cadre de la prestation de service du Marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

### Modalités d’exécution du marché à prix global et forfaitaire

Les dispositions du présent article sont applicables aux Prestations listées à l’article « Marché à prix global et forfaitaire » de l’AE-CCP.

La notification du Marché vaut ordre de service de démarrage des Prestations.

### Modalités d’exécution de l’accord-cadre donnant lieu à l’émission de Bons de commande

Les dispositions du présent article sont applicables aux Prestations listées à l’article « Accord-cadre à bons de commande » de l’AE-CCP.

#### Emission des Bons de commande

L’Accord-cadre s'exécute par l’émission de Bons de commande établis par l’EFS-IDF et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les Bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l’Accord-cadre. Ils indiquent notamment :

* Le numéro du Marché ;
* Les libellés et quantités ;
* Les prix unitaires contractuels HT ;
* Le montant total HT et le montant total TTC du Bon de commande ;
* Le lieu de livraison / d’exécution et la date de livraison / d’exécution prévue ;
* Le cas échéant, les conditions particulières d’exécution.

Des Bons de commande rectificatifs peuvent être envoyés.

Aucune Prestation ne doit être effectuée ni facturée si elle n’a pas fait l’objet d’un Bon de commande préalable.

#### Délais d’exécution des Bons de commande

Les délais d’exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels.

Le contenu des Bons de commande est impératif.

Par dérogation à l’article 3.7.2 du CCAG-FCS, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d’un délai d’un jour ouvré suivant l’envoi du Bon de commande pour émettre des observations par écrit à l’EFS-IDF.

### Vérification et admission des services

Sous réserve des stipulations de l’AE-CCP, les opérations de vérification et d’admission des services s’effectuent conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

## Pénalités

En cas d’application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Prestations non réalisées.

### Pénalité de retard

Les pénalités sont calculées par rapport aux délais indiqués à l’AE-CCP ou, si le Titulaire s’est engagé dans sa proposition technique à des délais inférieurs, à ces derniers.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de l’EFS-IDF.

Par dérogation à l’article 14.1.2 du CCAG-FCS, aucun montant plafond d’application de la pénalité de retard n’est prévu.

Par dérogation à l’article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalité pour cause de non-atteinte d’un montant plancher n’est prévue.

Par dérogation à l’article 14.1.1 du CCAG-FCS, la pénalité applicable est la suivante.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Article référent de l’AE-CCP | Cause de la pénalité | Montant unitaire de la pénalité en euros HT |
| 3.3 | Retard de plus de 20 minutes sur l’horaire de commencement de la soirée événementielle, prévu à 19h30 | 50 euros HT pour les premières 20 minutes, puis 50 euros HT supplémentaires pour chaque tranche supplémentaire de 15 minutes de retard |

### Pénalité pour mauvaise exécution

En cas d’absence d’exécution d’une Prestation par le Titulaire, l’EFS-IDF peut lui appliquer les pénalités suivantes selon le type de prestation :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Pièce contractuelle référente | Cause de la pénalité | Montant unitaire de la pénalité en euros HT |
| Article 3.5.2 AE-CCP Annexe financière Proposition technique | Absence d’un agent affecté à l’exécution des Prestations | 200 euros HT par agent |
| Article 3.5.2 AE-CCP Annexe financière Proposition technique | Absence d’un équipement (Rétroprojecteur, micros, sono, estrade, écran retour éventuel, …) | 100 euros HT par équipement |
| Article 3.5.2 AE-CCP Annexe financière Proposition technique | Absence de disc-jockey | 2 000 euros HT |
| Article 3.5.2 AE-CCP Annexe financière Proposition technique | Absence de cabine photographique | 600 euros HT |
| Proposition technique | Méconnaissance du nombre et du type de plats et vins | 200 euros HT par type de plat ou vin remplacé par un type de plat ou vin non prévu  400 euros HT par type de plat ou vin manquant et non remplacé |
| AE-CCP Annexe financière Proposition technique | Absence de tout autre élément contractuel | 100 euros HT par élément |

### Pénalité en cas de modification de la date de l’évènement

En cas de modification de la date de l’évènement (annulation puis reprogrammation de l’évènement au plus tard le jeudi 18 décembre 2025) par le Titulaire, l’EFS-IDF peut lui appliquer une pénalité selon le tableau suivant :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Article référent de l’AE-CCP | Cause de la pénalité | Montant unitaire de la pénalité en euros HT |
| 3.3 | Modification à moins de 7 jours calendaires avant l’évènement | 30 % du montant global et forfaitaire |
| 3.3 | Modification au moins 7 jours calendaires et au plus 15 jours calendaires avant l’évènement | 25 % du montant global et forfaitaire |
| 3.3 | Modification au moins 16 jours calendaires et au plus 30 jours calendaires avant l’évènement | 20 % du montant global et forfaitaire |
| 3.3 | Modification à plus de 30 jours calendaires avant l’évènement | 10 % du montant global et forfaitaire |



### Pénalité en cas d’annulation de la date de la Prestation événementielle

En cas d’annulation de l’évènement par le Titulaire sans possibilité de la reprogrammer au plus tard le jeudi 18 décembre 2025, l’EFS-IDF peut lui appliquer une pénalité selon le tableau suivant :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Article référent de l’AE-CCP | Cause de la pénalité | Montant unitaire de la pénalité en euros HT |
| 3.3 | Annulation à moins de 7 jours calendaires avant l’évènement | 50 % du montant global et forfaitaire |
| 3.3 | Annulation entre 7 jours calendaires et 15 jours calendaires avant l’évènement | 40 % du montant global et forfaitaire |
| 3.3 | Annulation entre 15 jours calendaires et 30 jours calendaires avant l’évènement | 30 % du montant global et forfaitaire |
| 3.3 | Annulation à plus de 30 jours calendaires avant l’évènement | 20 % du montant global et forfaitaire |

### Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d’interprétariat

En cas de non-respect des obligations en matière d’interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l’interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour l’EFS-IDF, assortie d’une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de carence constaté.

### Pénalité pour non-respect des principes de la République

En cas de manquements relatifs au respect des principes de la République par le Titulaire constatés par l’EFS-IDF, l’EFS-IDF pourra lui appliquer une pénalité forfaitaire de 200 euros HT par manquement constaté.

## Sous-traitance

En application des articles L2193-4, R2193-3 et R2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout Sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du Marché être déclaré à l’EFS-IDF afin d’être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir à l’EFS-IDF une déclaration de sous-traitance (de préférence via le formulaire DC4) mentionnant notamment :

1. La nature des prestations sous-traitées ;
2. Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l’adresse du Sous-traitant proposé ;
3. Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au Sous-traitant ;
4. Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
5. Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant équivalentes à celles demandées au Titulaire.

Le Titulaire remet également à l’EFS-IDF une déclaration du sous-traitant indiquant qu’il ne tombe pas sous le coup d’une interdiction d’accéder aux marchés publics.

Si le montant des Prestations sous-traitées est égal ou supérieur à 600 € TTC, un RIB original du Sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

## Modifications

### Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer l’EFS-IDF par écrit dans les plus brefs délais.

Le Marché ne pourra en aucun cas faire l’objet d’une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable de l’EFS-IDF. De même, le transfert du Marché à un autre opérateur économique suite à une opération de restructuration du Titulaire ne peut s’opérer de plein droit sans agrément préalable de l’EFS-IDF.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer l’EFS-IDF dans les plus brefs délais et produire l’ensemble des documents et renseignements suivants, concernant l’opérateur économique à qui le Marché est cédé :

- Une copie de l’acte relatif à l’opération de restructuration définitif déposé au greffe du tribunal de commerce territorialement compétent ;

- Une copie de l’annonce légale relative à l’acte précité ;

- Une attestation fiscale ;

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale (article D8222-5 du code du travail) ;

- La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail (article D8254-4 du code du travail) ;

- Une attestation d’assurance relative à la responsabilité civile professionnelle en cours de validité établie par la compagnie d’assurance de l’opérateur économique ;

- Le pouvoir de la personne habilitée à engager l’opérateur économique ;

- Un relevé d’identité bancaire ;

- Un numéro unique d’identification permettant à l’EFS-IDF d’accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

La cession du Marché acceptée par l’EFS-IDF fait l’objet d’un avenant constatant le transfert du Marché au nouveau Titulaire conclu entre l’EFS-IDF, le cessionnaire et le cas échéant le Titulaire cédant.

### Clause de réexamen

En application des articles L2194-1, 1° et R2194-1 du code de la commande publique, le Marché comporte la clause de réexamen indiquée ci-après. La mise en œuvre de cette clause n’entraîne pas la conclusion d’un avenant.

#### Circonstances imprévues

En application de l’article R2194-1 du code de la commande publique, dans le cas de la survenance de circonstances imprévues qu’un acheteur ne pouvait pas prévoir, l’EFS-IDF peut :

- Emettre un Bon de commande ou un ordre de service auprès d’un autre fournisseur en cas d’impossibilité pour le Titulaire d’exécuter les Prestations, dans la limite fixée à l’article R.2194-5 du code de la commande publique ;

- Accepter un rallongement des délais d’exécution du Marché.

Pour l’application du présent article, le Titulaire doit au préalable notifier par écrit à l’EFS-IDF les éléments explicatifs relatifs aux circonstances imprévisibles et leur impact sur le Marché.

Si l’EFS-IDF accepte ces éléments explicatifs, le service des achats et des affaires juridiques de l’EFS-IDF en notifie leur acceptation au Titulaire et lui précise les nouveaux délais applicables.

### Suspension du Marché en cas de circonstances imprévisibles

Dans ce cas il est fait application de l’article 24 du CCAG-FCS.

### Evolutions administratives

Au cours de l’exécution du Marché, le Titulaire informe par écrit l’EFS-IDF de toute modification de désignation ou de référence de Prestations objets du Marché.

L’EFS-IDF prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu’il soit nécessaire d’établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n’a pour objet que la stricte correction d’une erreur matérielle dans la désignation ou dans l’indication des références de la Prestation considérée, ou l’attribution d’une nouvelle référence à cette Prestation, dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

## Défaillance du Titulaire

Par dérogation à l’article 45.1 du CCAG-FCS, en cas d'inexécution, de retard ou d'exécution partielle des Prestations, pour quelque motif que ce soit, et faute d’accord entre les deux parties, l’EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu’une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

## Règlement financier

### Contenu des prix

Les prix du Marché sont les prix, exprimés en euros hors taxes et toutes taxes comprises, mentionnés dans l’AE-CCP en ce qui concerne le prix global et forfaitaire et mentionnés dans le bordereau de prix unitaires de l’annexe financière en ce qui concerne les prix unitaires. La taxe sur la valeur ajoutée est appliquée au taux légal en vigueur le jour de l’exécution des Prestations.

Les prix sont entendus franco de port et d’emballage et comprennent les coûts afférents aux Prestations.

Ils sont réputés comprendre :

* Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les Prestations ;
* Tous les frais de gestion ou afférents au conditionnement, à l’emballage, à la manutention, à l’assurance, au stockage, et au transport jusqu’aux lieux de livraison ;
* Toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des Prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

### Forme des prix

En ce qui concerne les Prestations listées à l’article « Marché à prix global et forfaitaire » de l’AE-CCP, le Marché est conclu au prix global et forfaitaire indiqué dans la partie « ACTE D’ENGAGEMENT » de l’AE-CCP.

En ce qui concerne les Prestations listées à l’article « Accord-cadre à bons de commande » de l’AE-CCP, le Marché est conclu à prix unitaires basés sur le bordereau de prix unitaires (onglets « BPU – Offre de base » et, le cas échéant « BPU – PSE) de l’annexe financière.

### Evolution des prix

Les prix sont fermes pour la durée totale du Marché.

### Avance

Sauf refus exprès du Titulaire mentionné dans l’AE-CCP, une avance lui est versée lorsque les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-10 et aux articles R2191-15 à R2191-18 du code de la commande publique sont réunies.

Par dérogation à l’article 11.1 du CCAG-FCS, le taux de l’avance est de 10 %.

Le remboursement de l’avance s’opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du Marché conformément aux articles R2191-11, R2191-12, R2191-14 et R2191-19 du code de la commande publique.

### Modalités de facturation et de règlement

#### Terme

La facture est adressée à terme échu après l’exécution des Prestations.

#### Contenu

Le Titulaire transmet à l’EFS-IDF un exemplaire d’une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

* Les nom et adresse du créancier ;
* Le numéro du Marché ;
* Le cas échéant, le numéro du Bon de commande ;
* Le cas échéant, le numéro du bon de livraison ;
* La quantité et la désignation des Prestations réalisées ;
* Le montant hors TVA des Prestations ;
* Le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
* Le montant total TTC ;
* La date de facturation.

#### Dématérialisation

Conformément à l’article L2192-1 du code de la commande publique, les titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l’Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l’Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par l’EFS-IDF, sont adressées à l’EFS-IDF par l’utilisation du numéro de SIRET, lequel est 428 822 852 01811.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l’EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro du Bon de commande (s’il existe) et le numéro du Marché sont à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures est transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l’informant notamment des statuts suivants :

* « Facture rejetée », en cas de refus par l’EFS de la facture émise ;
* « Facture suspendue », en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement ; ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par l’EFS.

### Délai de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de 60 jours à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l’EFS-IDF.

Si la réception de la facture est antérieure à l’acceptation de l’exécution des services, le point de départ du délai de paiement correspond à la date d’admission de l’exécution des services.

Si, à l’issue des opérations d’admission, les Prestations ne sont pas admises ou si elles sont rejetées à la suite d’une non-conformité documentée constatée dans les conditions définies à l’AE-CCP, elles donnent lieu à un avoir.

L’EFS-IDF se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

### Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d’une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l’objet d’une notification au Titulaire par tout moyen permettant d’attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s’opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu’à la réception par l’EFS-IDF de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l’article R2192-29 du code de la commande publique.

### Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d’une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d’un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l’expiration du délai global jusqu’à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d’intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l’année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne peut, en aucun cas, se prévaloir d’un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l’exécution des Prestations qui lui incombent en application du Marché.

### Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s’effectuent conformément aux articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation à l’article 4.1.2 du CCAG-FCS, seules sont notifiées au Titulaire la copie de l’AE-CCP et la copie de l’annexe financière.

Par dérogation à l’article 4.2.2 du CCAG-FCS, l’EFS-IDF délivre uniquement l’exemplaire unique en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

## Confidentialité

Les supports informatiques et documents fournis par l’EFS-IDF au Titulaire restent la propriété de l’EFS.

Tant pendant la durée du Marché qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l’occasion de l’exécution du Marché.

Au terme du Marché, le Titulaire s’engage, après s’être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l’ensemble des documents et informations mis à disposition par l’EFS-IDF.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s’engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d’empêcher qu’elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

### Obligations du Titulaire

Le Titulaire s’engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

* Ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d’informations qui lui seraient confiés, à l’exception des copies nécessaires pour les besoins de l’exécution des Prestations et à la condition que l’EFS-IDF ait donné son accord préalable ;
* Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au Marché ;
* Ne pas divulguer ces documents ou informations à d’autres personnes, qu’il s’agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
* Prendre toutes mesures permettant d’éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d’exécution du Marché ;
* Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l’intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du Marché ;
* Au terme du Marché, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
* Garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire à accès dans le cadre du Marché ;
* Veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du Marché :
  + S’engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  + Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L’EFS-IDF se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s’engage à ne pas sous-traiter l’exécution des Prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de Marché sans l’accord préalable de l’EFS-IDF.

### Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L’EFS-IDF peut prononcer la résiliation immédiate du Marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

## Responsabilité – Assurances

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des Prestations. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l’égard des tiers et cocontractants de l’EFS-IDF du fait des Prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les Sous-traitants désignés au Marché doivent justifier au moment de la notification du Marché, puis en cours d’exécution, au moyen d’une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l’étendue de la garantie, de la date d’expiration des garanties prévues au contrat, d’une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu’ils encourent vis-à-vis des tiers et de l’EFS en cas d’accident ou de tous dommages causés à l’occasion de l’exécution du Marché.

L’attestation doit être remise dans le délai de 15 jours après demande de l’EFS-IDF au Titulaire.

## Résiliation (articles L2195-1 et suivants du code de la commande publique)

### Résiliation pour motif d’intérêt général

L’EFS-IDF peut mettre fin à tout moment à l’exécution du Marché, pour tout motif d’intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire.

L’article 42 du CCAG-FCS est applicable à la partie du Marché traitée à prix global et forfaitaire.

Par dérogation à l’article 42 du CCAG-FCS, dans la mesure où le Marché ne comporte pas d’engagement minimum contractuel pour la partie du Marché traitée à prix unitaires, aucune indemnité n’est due concernant la partie du Marché traitée à prix unitaires.

### Résiliation aux torts du Titulaire

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l’EFS-IDF peut procéder à la résiliation du Marché, en application de l’article 41 du CCAG-FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

* Faute du Titulaire ou incapacité manifeste et durable de celui-ci à satisfaire à l’exécution de ses obligations, constatée par l’EFS-IDF ;
* Manquements répétés avérés au respect des principes de la République ;
* Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées à l’AE-CCP ;
* Non-rectification d’un des motifs d’irrégularité décrit aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail dans un délai de 15 jours suivant la mise en demeure adressée par l’EFS-IDF au Titulaire ;
* Non-fourniture ou non-rectification d’une inexactitude, dans un délai de 15 jours suivant la mise en demeure adressée par l’EFS-IDF au Titulaire (sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles), des documents mentionnés à l’article de l’AE-CCP relatif aux obligations du Titulaire au regard de sa situation fiscale et sociale.

L’EFS-IDF peut résilier le Marché à la condition d’avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués, et que la mise en demeure soit restée infructueuse.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de la décision de résiliation.

### Résiliation pour événements liés au Marché

Conformément à l’article 40.1 du CCAG-FCS, l’EFS-IDF peut résilier le Marché dans les deux cas suivants :

* Lorsque le Titulaire rencontre, au cours de l'exécution des Prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du Marché ;
* Lorsque le Titulaire est mis dans l’impossibilité d’exécuter le Marché du fait d’un évènement ayant le caractère de force majeure.

## Exécution aux frais et risques

L’EFS-IDF se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l’exécution de tout ou partie des Prestations aux frais et risques du Titulaire, dans les cas et selon les modalités prévues à l’article 45 du CCAG-FCS et à l’article de l’AE-CCP relatif à la défaillance du Titulaire.

## Litiges

L’EFS-IDF et le Titulaire conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable et, faute de l’obtenir, de s’en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges respectifs.

## Obligations du Titulaire au regard de sa situation fiscale et sociale

En application des obligations imposées par les articles L8222-1 et R8222-1 du code du travail, le Titulaire transmet à l’EFS-IDF tous les six mois et jusqu’à la fin de l’exécution du Marché les pièces mentionnées ci-après. Cette transmission est requise y compris pour les éventuels membres du groupement non mandataires et les éventuels sous-traitants.

### Titulaire établi en France

Le Titulaire établi en France remet les pièces suivantes (article D8222-5 du code du travail) :

* Une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l’URSSAF ;
* Une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l’impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
* Un numéro unique d’identification permettant à l’acheteur d’accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

La transmission s’effectue via e-Attestations.

### Titulaire établi à l’étranger

Le Titulaire établi à l’étranger remet les pièces qui résultent de la réglementation d'effet équivalent de son pays d'origine et celles qui lui sont applicables au titre de son activité en France (articles L8222-4, D8222-7 et D8222-8 du code du travail).

# ACTE D’ENGAGEMENT *(PARTIE A COMPLETER PAR LE SOUMISSIONNAIRE)*

## Cet acte d'engagement correspond :

À l’ensemble du Marché.

À l’offre de base.

à la PSE n° … ou aux PSE n° …

## Engagement du soumissionnaire ou du groupement d’opérateurs économiques

### Identification et engagement du soumissionnaire ou du groupement d’opérateurs économiques

* *(Le soumissionnaire coche les cases correspondantes.)*

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du Marché énumérées à l’AE-CCP et conformément à leurs clauses :

Le signataire

S’engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

*[Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro* ***SIREN/SIRET****]*

Engage la société ……………………… sur la base de son offre ;

*[Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro* ***SIREN/SIRET****]*

* L’ensemble des membres du groupement s’engagent, sur la base de l’offre du groupement ;

*[Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro* ***SIREN/SIRET****.]*

### Identification du (ou des) sous-traitant(s)

En cas de présentation d’un ou de plusieurs sous-traitants, le soumissionnaire fournit à l’appui de l’AE-CCP une déclaration de sous-traitance (DC4) pour chacun des sous-traitants.

### Prix

En ce qui concerne les Prestations listées à l’article « Marché à prix global et forfaitaire » de l’AE-CCP, le soumissionnaire s’engage sur la base du prix global et forfaitaire suivant, quelles que soient les quantités exécutées :

|  |  |
| --- | --- |
| Montant total HT | € |
| Taux de la TVA[[1]](#footnote-1) | % |
| Montant total TTC | € |

En ce qui concerne les Prestations listées à l’article « Accord-cadre à bons de commande » de l’AE-CCP, le soumissionnaire s’engage sur la base des prix indiqués dans le bordereau de prix unitaires de l’annexe financière.

### Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations

*(En cas de groupement d’opérateurs économiques.)*

Pour l’exécution du Marché, le groupement d’opérateurs économiques est :

* conjoint OU  solidaire

*(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d’entre eux s’engage à réaliser.)*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Désignation des membres  du groupement conjoint | Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint | |
| Nature de la prestation | Montant HT de la prestation |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

### Compte(s) à créditer

***Le soumissionnaire remplit ci-dessous le nom de l’établissement bancaire et le numéro de compte complet, il joint à son offre un ou des relevé(s) d’identité bancaire ou postal ; il vérifie que l’IBAN est clairement mentionné sur le document transmis.***

***Dans l’hypothèse de compte bancaire domicilié à l’étranger, le soumissionnaire transmet à l’EFS une domiciliation bancaire au format international SWIFT.***

**** Nom de l’établissement bancaire :

**** Numéro de compte :

### Régime fiscal lié aux services objets du Marché

*(Le soumissionnaire obtient l’information auprès de son service comptable).*

Le soumissionnaire a opté pour le régime des débits :  oui  non

Le soumissionnaire indique le taux de TVA applicable aux services objets du Marché : ……

Le soumissionnaire indique, le cas échéant, son numéro d’agrément de formation continue : ..

Le cotraitant a opté pour le régime des débits :  oui  non

Le cotraitant indique le taux de TVA applicable aux services objets du Marché : ……

Le cotraitant indique, le cas échéant, son numéro d’agrément de formation continue : ……

### Avance (article R2191-5 du code de la commande publique)

Je renonce au bénéfice de l'avance :

NON  OUI

*(Le soumissionnaire coche la case correspondante.)*

### Délai de validité de l’offre

Le présent engagement me lie pour le délai de validité de l’offre indiqué dans le règlement de la consultation.

## Indication des contacts et signature du Marché par le soumissionnaire, candidat individuel, ou, en cas de groupement d’opérateurs économiques, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement, et indication des contacts

### Contacts du soumissionnaire

**Contact(s) du soumissionnaire (coordonnées des personnes chargées de la passation et de l’exécution du Marché : interlocuteur commercial, technique, qualité, administratif (facturation)) :**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom, prénom et fonction** | **Coordonnées téléphonique (numéro fixe, mobile, fax) et électronique (mail)** |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

### Signature du Marché par le soumissionnaire individuel

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom, prénom et qualité du signataire (\*)** | **Lieu et date de signature** | **Signature** |
|  |  |  |

**(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d’engager la personne qu’il représente.**

### Signature du Marché en cas de groupement

Les membres du groupement d’opérateurs économiques désignent le mandataire suivant *(article R.2142-24 CCP)*:

*(Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire).*

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :

*(Le soumissionnaire coche la case correspondante.)*

* conjoint OU  solidaire

Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe l’AE :

*(Le soumissionnaire coche la (ou les) case(s) correspondante(s).)*

Pour signer l’AE en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l’EFS-IDF et pour coordonner l’ensemble des Prestations ;

*(Joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)*

Pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du Marché ;

*(Joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)*

Ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

Les membres du groupement, qui signent l’AE :

*(Les membres du groupement cochent la case correspondante.)*

Donnent mandat au mandataire, qui l’accepte, pour les représenter vis-à-vis de l’EFS-IDF et pour coordonner l’ensemble des Prestations ;

Donnent mandat au mandataire, qui l’accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du Marché ;

Donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :

*(Donner des précisions sur l’étendue du mandat.)*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom, prénom et qualité du signataire (\*)** | **Lieu et date de signature** | **Signature** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d’engager la personne qu’il représente.

## Identification du pouvoir adjudicateur

### Désignation du pouvoir adjudicateur

Établissement français du sang – Ile-de-France  
Z.A. LEAPARK – Bâtiment B  
122-130, rue Marcel Hartmann  
94200 Ivry-sur-Seine  
Tél. : 01 43 90 50 00  
Fax : 01 43 90 50 50  
Mail : [marches-publics.idf@efs.sante.fr](mailto:marches-publics.idf@efs.sante.fr)  
SIRET : 428 822 852 01811

### Nom, prénom, qualité du signataire du Marché

Monsieur le Directeur de l’établissement de transfusion sanguine d’Ile-de-France, Stéphane NOËL, nommé par décision du Président de l’EFS n° N 2021.43 du 17 décembre 2021, conformément à l’article D. 1222-10-2 du Code de la santé publique

### Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l’article R2191-60 du CCP (nantissements ou cessions de créances)*:*

Monsieur le Directeur de l’établissement de transfusion sanguine d’Ile-de-France, Stéphane NOËL

### Représentant du pouvoir adjudicateur pour l’exécution du Marché et ordonnateur des paiements

Monsieur le Directeur de l’établissement de transfusion sanguine d’Ile-de-France, Stéphane NOËL

### Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire

Madame l’Agent comptable secondaire de l’établissement de transfusion sanguine d’Ile-de-France (cf. coordonnées à l’article 4.4.1)

### Imputation budgétaire :

Budget propre de l’EFS

# DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR *(PARTIE A COMPLETER PAR L’EFS)*

**La présente offre est acceptée**

En ce qui concerne la totalité du Marché ;

En ce qui concerne la ou les PSE suivantes : …

Elle est complétée par les annexes suivantes :

Annexe n°… relative aux demandes de précisions ou de compléments sur la teneur des offres (ou OUV6-OUV7) ;

Annexe n°… relative à la mise au point du Marché (ou OUV11) ;

Autres annexes *(À préciser)*.

A Ivry-sur-Seine, le

Le représentant du pouvoir adjudicateur

Stéphane Noël

Directeur de l’EFS Ile-de-France

1. Ne pas remplir lorsque les règles de TVA intracommunautaire prévoient le paiement de la TVA par l’acheteur. Dans ce cas, celui-ci doit indiquer son numéro d’identification au candidat avant la date de facturation. [↑](#footnote-ref-1)